

Auto-diagnostic Accessibilité

Synthèse de votre auto-diagnostic

Ce document d'information n'est pas exhaustif.
Il ne remplace pas la consultation de la réglementation.

Bravo, au regard de vos réponses, il semble que votre établissement répond déjà à plusieurs attentes en termes d'accessibilité. Il reste encore quelques aménagements à prévoir.

Avec le nouveau dispositif d'Agenda d'accessibilité programmée, il vous appartient de vous organiser pour mettre pleinement votre établissement aux normes.

Lisez attentivement votre diagnostic et faites le point sur les règles à appliquer.

Concernant le stationnement, si un ou plusieurs points réglementaires ne sont pas pris en compte, rapprochez-vous éventuellement du service technique de la commune pour connaître les entreprises en mesure de vous fournir un devis de travaux. Cela vous sera utile pour constituer le dossier administratif avant de pouvoir réaliser les éventuels travaux.

- Concernant l'entrée, les portes, la circulation dans le commerce, les cabines d'essayage, etc. ou les WC, si un ou plusieurs points réglementaires ne sont pas pris en compte, rapprochez-vous d'entreprises du bâtiment formées à ces travaux de mise en accessibilité pour obtenir un devis avec éventuellement un plan expliquant la situation du bâtiment et les limites techniques du projet en raison de contraintes particulières. Il existe 3 annuaires de professionnels labellisés « accessibilité » :

- Cnisam <http://www.cnisam.fr/>-Les-artisans-formes-a-l-
- Handibat <https://www.handibat.info/>
- Les Pros de l'accessibilité <http://www.travaux-accessibilite.lebatiment.fr/>

Cette démarche vous sera utile pour constituer le dossier administratif avant de pouvoir réaliser les éventuels travaux.

- Si certains points de la réglementation ne peuvent pas être respectés (par exemple concernant la suppression de marches à l'entrée), il faudra le préciser dans le dossier administratif à constituer pour demander à bénéficier d'une dérogation.

Il convient toutefois d'accroître autant que possible le niveau d'accessibilité de votre établissement : une dérogation est accordée sur un ou plusieurs points de la réglementation mais pas sur la totalité et jamais sur toutes les formes de handicaps. Par exemple si une dérogation est demandée sur le maintien d'une ou plusieurs marches à l'entrée, il faudra sécuriser ces marches afin que les personnes âgées et malvoyantes puissent les franchir sans risque de chutes.

Prochaine étape : compléter le dossier d'autorisation de travaux (Cerfa n°13424*04) et le déposer en mairie.

Ce document d'information n'est pas exhaustif. Il ne remplace pas la consultation de la réglementation.

Pour accéder aux formulaires Cerfa : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

Pour connaître la réglementation applicable : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

Pour connaître les pièces administratives à fournir, contactez dès à présent votre mairie ou si besoin le correspondant accessibilité de votre département : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politique-de-l->

Points de vigilances devant être pris en compte

Concernant les stationnements

Tout parc de stationnement à l'usage du public doit comporter des places de stationnement adaptées et réservées aux personnes handicapées. Les caractéristiques (dimensions, lieu d'implantation) de ces places doivent permettre aux personnes handicapées, dont les personnes en fauteuil roulant, et à leurs accompagnateurs, de s'y garer, de monter/descendre de leur véhicule en toute sécurité et de rejoindre l'entrée du bâtiment accueillant le cabinet médical en limitant au maximum leur fatigue.

Si vous avez une ou plusieurs places de stationnement dépendant de votre établissement et ouvertes au public, il y a 3 points réglementaires à respecter :

1. Une place adaptée si votre espace de stationnement offre moins de 50 places.
2. La ou les places réservées doivent disposer d'une signalisation verticale et horizontale réglementée (peinture au sol et panneau)
3. La ou les places adaptées doivent être horizontales au dévers près, inférieur ou égal de 3 %.

Si l'absence de places de stationnement réservées devait conduire à créer une telle place, cette place devrait en sus être localisée à un endroit le plus proche possible de l'entrée accessible du commerce, et présenter une largeur minimale de 3,3m et une longueur minimale de 5m (complétée par une sur-longueur de 1,2m matérialisée au sol).

Concernant l'accès extérieur à votre cabinet

Le cheminement extérieur à votre cabinet doit respecter l'ensemble des 8 points suivants :

1 - Un cheminement d'1,20m de largeur minimale avec un dévers inférieur à 3% (tolérance d'une largeur minimale à 0,90m sur une faible longueur).

2 - Un revêtement non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.

3 - Le revêtement du cheminement doit présenter un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne ou au pied.

4 - Un cheminement doit être horizontal et sans ressaut de plus de 2 cm (tolérance à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33%).

5 - Un cheminement doit disposer :

- d'une pente inférieure à 6% sur une longueur de 10 m
- ou d'une pente inférieure à 10% sur une longueur de 2 m
- ou d'une pente inférieure 12% sur une longueur minimum de 50cm

6 - Les trous et fentes situés dans le sol d'un cheminement doivent avoir une largeur ou un diamètre inférieur à 2 cm.

7 - Un cheminement doit être dépourvu d'éléments en porte-à-faux ou en saillie latérale de plus de 15 cm.

8 - Le cheminement ne doit pas présenter sur un de ses bords une rupture de niveau de plus de 40 cm de haut, et cette rupture doit être est distante de moins de 90 cm par rapport au bord de ce cheminement.

Ce document d'information n'est pas exhaustif.

Il ne remplace pas la consultation de la réglementation.

Pour plus d'informations rendez-vous sur www.accessibilite.gouv.fr

Si des travaux vous amènent à créer une rupture de niveau d'une hauteur comprise entre 25 et 40 cm, alors il faudra prévoir un dispositif de protection (exemple bordure chasse-roue).

Concernant l'accueil au sein de votre cabinet

1er point à considérer – Le point d'accueil

1. S'il n'y a pas de transactions administratives (lire, écrire ou remplir un document) à prévoir : votre accueil doit offrir la possibilité a minima d'échanger visuellement

2. S'il y a nécessité de transactions administratives, il s'agit de prévoir une partie du mobilier voire une table, d'une largeur d'au moins 60 cm, d'une hauteur maximale de 80 cm, d'une hauteur sous table de 70 cm et d'une profondeur d'au moins 30 cm.

3. Dans tous les cas, prévoyez un éclairage suffisant, permettant de lire un document avec un réel confort de lecture.

Conseil : il est important de veiller à la qualité des lampes au moment de leur remplacement. Prenez conseil auprès de l'ADEME.

2ème point à considérer – Votre salle polyvalente (salle d'attente, salle de consultation, etc.)

Deux points techniques sont à considérer :

1 - Prévoir un emplacement adapté (dimension 0,80m x 1,30m), afin qu'une personne en fauteuil roulant ou une poussette puisse se positionner parmi les sièges existant déjà dans la salle d'attente. Cet emplacement doit être facilement libérable ou libre à tout instant si les sièges sont fixes.

2 - Disposer a minima d'un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (aire de giration) permettant à une personne avec canne(s) ou en fauteuil roulant de pouvoir s'orienter différemment ou de faire demi-tour et de sortir du lieu où il se situe.

Aire de giration nécessaire pour un fauteuil roulant

Pour information, encombrement nécessaire à prendre en compte d'une personne en fauteuil roulant

3ème point à considérer - L'éclairage de votre cabinet est-il suffisant ?

On doit pouvoir lire un document, une signalétique avec un réel confort de lecture.

Conseil : il est important de veiller à la qualité des lampes au moment de leur remplacement. Prenez conseil auprès de l'ADEME.

Concernant les portes à l'entrée et à l'intérieur de votre cabinet

En ce qui concerne les portes, les points techniques suivants sont à considérer :

1 - La porte de l'établissement doit disposer d'une largeur supérieure à 0,80m pour un passage utile de 0,77m

Ce document d'information n'est pas exhaustif.

Il ne remplace pas la consultation de la réglementation.

Pour plus d'informations rendez-vous sur www.accessibilite.gouv.fr

2 - La poignée de la porte doit pouvoir être manœuvrée sans effort en position « assis » ou « debout » par une personne qui a des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet.

3 - La porte (ou son encadrement) ainsi que son dispositif d'ouverture (poignée ou autre) doivent présenter un contraste visuel par rapport à son environnement.

4 - Si vous avez une porte vitrée, celle-ci doit pouvoir être repérée par une personne malvoyante ou une personne distraite. L'une des solutions satisfaisant ce besoin consiste à installer 2 bandes de couleur contrastée à 1,10m et 1,60m de haut pour une épaisseur des bandes de 5cm minimum.

5 - Si la porte donne sur des toilettes, il doit y avoir un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré (barre de rappel ou ferme-porte).

6 - Un espace de manœuvre suffisant doit exister, de part et d'autre de la porte d'entrée et de celles desservant des locaux où l'utilisateur est amené à se déplacer seul (voir dimensions réglementaires dans l'illustration ci-dessous).

Les dimensions varient selon que l'on doit pousser la porte et la tirer. La largeur reste celle du cheminement. Les dimensions à prendre en compte sont les mêmes que ce soit une porte latérale ou frontale. A noter que bien que l'utilisateur s'y rende seul, l'espace de manœuvre de porte n'est pas exigé à l'intérieur des sanitaires, des cabines d'essayage et des cabines de douches adaptés (se reporter à la réglementation appropriée de ces équipements).